

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/N/2/SWZ/1
7 juin 2001

(01-2802)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

RENSEIGNEMENTS SUR LA MISE EN ŒUVRE ET L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

Liste de questions

SWAZILAND

La Mission permanente du Swaziland a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 mai 2001.

La Mission permanente du Swaziland présente ses compliments au Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et a l'honneur de lui soumettre ci-après la liste des questions établie par le Royaume du Swaziland en ce qui concerne l'évaluation en douane.

Article 1: Ventes entre personnes liées

- La législation nationale stipule que les ventes entre personnes liées sont possibles à des fins d'évaluation en douane sous réserve des conditions énoncées dans l'Accord de l'OMC et dans la mesure où la relation existante n'a pas d'effet sur la transaction.
- Les prix de cession entre sociétés ne sont pas présumés être influencés *prima facie* pour autant que la relation existante entre les sociétés ne se répercute pas sur ces prix.
- Notre loi sur les droits de douane et d'accise relève précisément les questions soulevées dans l'article 2 a) de l'Accord de l'OMC qui stipule qu'au cas où l'administration des douanes a des raisons de croire que les informations soumises par l'importateur reflètent l'existence, entre le vendeur et l'acheteur, d'une relation ayant influencé le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées faisant l'objet d'une évaluation en douane, ladite administration communique à l'importateur, par écrit si ce dernier le demande, les motifs d'un tel soupçon.
- Les dispositions figurant dans l'article 1:2 b) de l'Accord sont effectivement incorporées dans la section 66 3) de la législation nationale.

Prix des marchandises perdues ou endommagées

Aucune disposition administrative ou pratique n'est expressément prévue dans la législation nationale en ce qui concerne l'évaluation en douane des marchandises perdues ou endommagées.

Nous considérons toutefois que la section 74*bis* donne toute autorité, dans les limites de l'Accord, au Commissaire général des douanes pour déterminer une valeur pour ces marchandises à des fins de perception de droits de douane.

Article 4

La législation nationale est compatible avec l'article 4 de l'Accord dans la mesure où elle contient une disposition permettant à l'importateur de choisir de renverser l'ordre d'application des articles 5 et 6.

Article 6

Nonobstant l'absence de toute référence à l'article 6:2 de l'Accord dans la législation nationale, l'administration des douanes n'hésitera pas à invoquer ledit article dans les conditions stipulées dans l'Accord dans tous les cas où elle se trouverait confrontée à une situation nécessitant un tel recours.

Article 7

- La section 66 9) de la législation nationale prévoit que les marchandises importées doivent faire l'objet d'une évaluation en douane conformément à l'article 7 de l'Accord.
- Malgré l'absence, dans notre législation, de dispositions prévoyant d'informer l'importateur de la valeur en douane des marchandises importées déterminée par application de l'article 7 de l'Accord, l'administration n'élèverait aucune objection à fournir de tels renseignements au cas où l'importateur en ferait la demande.

- Les interdictions énoncées à l'article 7:2 de l'Accord sont aussi énumérées dans la section 66 9).

Article 8

- La section 67 de la Loi douanière donne suffisamment d'explications sur les déductions ou les suppléments apportés à la valeur transactionnelle des marchandises importées dans la mesure où ces déductions ou suppléments sont prévus dans l'Accord.
- Dans le cas de l'application de prix F.O.B. pour déterminer une valeur transactionnelle, la législation nationale autorise l'application des prix sortie usine dans la mesure où ces prix sont mentionnés dans l'Accord.

Article 9

Sous réserve de la section 73 de la Loi douanière, la mise en œuvre de l'article 9:1 de l'Accord est confirmée par application du Règlement 51 de la Réglementation sur les droits de douane et d'accise (1976).

Article 10

Dans sa section 4, la Loi douanière contient une disposition qui tient effectivement compte des préoccupations énoncées à l'article 10 de l'Accord quant au caractère confidentiel des informations recueillies par l'administration des douanes aux fins de l'évaluation en douane, exception faite d'autres dispositions énoncées dans la même section de cette même loi.

Article 11

La section 91 3) de la Loi douanière stipule que l'importateur a le droit de faire appel devant le Ministre des finances de toute décision prise ou détermination effectuée par le Commissaire général des douanes au titre des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de cette loi dans l'exercice de ses fonctions, à condition qu'il (l'importateur) fasse valoir ce droit dans un délai de trois mois à partir de la date à laquelle la décision a été prise ou la détermination effectuée, sachant que la décision ministérielle n'est assortie d'aucun recours/est en dernier appel.

Article 12

- Les lois, réglementations, décisions judiciaires et administratives d'application générale donnant effet à l'Accord de l'OMC sont d'abord publiées dans le Journal officiel du gouvernement avant d'être incorporées dans la législation nationale et de devenir des instruments juridiquement contraignants.
- D'autres règles devraient être publiées dans le cadre de l'administration des douanes au cas où des amendements seraient apportés à l'Accord de l'OMC.

Article 13

- Bien qu'aucune disposition de la législation nationale ne mentionne expressément le cas où la détermination définitive de la valeur en douane de marchandises importées serait retardée par l'administration, les marchandises peuvent être remises à l'importateur moyennant le versement, par celui-ci, d'une provision ou d'une caution destinée à couvrir les droits et taxes éventuellement applicables.

- Des instructions administratives sont également publiées par le Commissaire général des douanes afin de préciser les conditions et procédures applicables en matière de marchandises bénéficiant d'un dédouanement anticipé.

Article 16

- Conformément aux dispositions de la section 66 9) de la Loi douanière, le Commissaire général des douanes est tenu de communiquer par écrit à l'importateur, si celui-ci en fait la demande, toutes les explications concernant la façon dont la valeur en douane des marchandises importées a été déterminée.
- La section 66 6) de la Loi douanière prévoit aussi une procédure similaire dans le cas de l'évaluation en douane des marchandises importées.

Autres questions

- La section 67 de la législation nationale tient effectivement compte des préoccupations figurant dans les notes interprétatives de l'Accord de l'OMC.
 - Les dispositions de la section 67 2) de la Loi douanière sont conformes aux procédures prescrites et adoptées par le Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round le 26 avril 1984 sur le prélèvement de taux d'intérêt lors de la détermination de la valeur en douane aux fins de l'établissement de droits de douane.
 - La section 74*bis* de la Loi douanière est directement ou indirectement compatible avec les prescriptions énoncées au paragraphe 2 du texte adopté par le Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round le 24 septembre 1984 sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données.
-